

Non, Manuel Valls, le nouveau ministre de l'intérieur, ne fera sans doute pas de déclaration sur l'inégalité entre les civilisations. Il ne faudrait donc pas lui faire de procès d'intention. Il faudrait se garder de toute caricature.

Le problème est que Manuel Valls est sa propre caricature, même s'il s'abstiendra, du moins faut-il l'espérer, d'affirmer comme son prédécesseur qu'[il y a trop de musulmans en France](#) il y a trop de musulmans en France. C'est tout de même lui qui, se promenant sur un marché de sa bonne ville d'Evry, [le 7 juin 2009](#) le 7 juin 2009, interpellait ses collaborateurs : « *Belle image de la ville d'Evry... Tu me mets quelques Blancs, quelques White, quelques Blancos !* »

Manuel Valls ne représente pas grand-chose dans son parti : il n'a récolté que 5,7 % des voix lors de la primaire d'octobre 2011. Il est vrai que cet admirateur de Dominique Strauss-Kahn et de Tony Blair aurait sans doute plus sa place au Nouveau centre ou au Modem de François Bayrou, dont il reprend les thèses économiques et sociales. Nicolas Sarkozy avait tenté de le débaucher en 2007 et Martine Aubry lui avait écrit [une lettre ouverte](#) une lettre ouverte en juillet 2009 : « *Si les propos que tu exprimes reflètent profondément ta pensée, alors tu dois en tirer pleinement les conséquences et quitter le Parti socialiste.* »

Mais Valls a su faire le bon choix : rester au PS tout en combattant tous les principes de la gauche et, finalement, accéder à un poste où il pèsera lourd dans les choix gouvernementaux des prochains mois sur la sécurité, l'immigration, l'islam. Concédonsons-lui donc le fait qu'il est un habile politicien, mais mettons entre parenthèses l'idée qu'il serait de gauche.

C'est sur le terrain de la sécurité que Valls a voulu se faire un nom, en montrant que la gauche pouvait être aussi répressive, voire plus, que la droite. Il a multiplié les articles et les livres sur le sujet, dont *Sécurité, la gauche peut tout changer* (Editions du Moment, Paris, 2011). Cet ouvrage rend un hommage appuyé et répété aux forces de l'ordre, sans jamais évoquer les violences policières, les jeunes assassinés dans les quartiers, les procès de policiers qui débouchent toujours sur des non-lieux. En revanche, il est impitoyable avec le terrorisme, ayant été l'un des seuls socialistes à exiger l'extradition de Cesare Battisti. Et aussi avec les délinquants, ces classes dangereuses dont la bourgeoisie a toujours eu peur. Valls ne regrette-t-il pas, dans son livre, que la gauche n'ait pas assez rendu justice à Clemenceau, l'homme qui n'hésitait pas, entre 1906 et 1908, à faire tirer sur les ouvriers au nom, bien sûr, de l'ordre républicain ?

Lors du soulèvement des banlieues de 2005, il a été l'un des trois députés socialistes à ne pas voter contre la prolongation de l'état d'urgence, une décision qui ramenait la France à l'époque de la guerre d'Algérie. En octobre 1961, s'il avait été ministre de l'intérieur, Valls n'aurait certainement pas hésité à faire appliquer l'ordre républicain à tous ces Algériens qui osaient défier le couvre-feu (lire Sylvie Thénault, « [L'état d'urgence \(1955-2005\). De l'Algérie coloniale à la France contemporaine : destin d'une loi](#)L'état d'urgence (1955-2005). De l'Algérie coloniale à la France contemporaine : destin d'une loi »)...

Pour Valls, la violence dans nos villes « *augmente de manière constante* » depuis plus de trente ans. Il reprend les arguments de son ami Alain Bauer (lire [Les marchands de peur. La bande à Bauer et l'idéologie sécuritaire](#)Les

marchands de peur. La bande à Bauer et l'idéologie sécuritaire), l'homme qui a imposé à la gauche comme à la droite le thème de l'insécurité — avec l'aide active du Front national et de Jean-Marie et Marine Le Pen. Conseiller de Sarkozy, Bauer est aussi proche de Manuel Valls car, pour lui, la sécurité n'est ni de gauche ni de droite (l'économie non plus, sans doute...). Et personne ne sera trop regardant sur les médecines du docteur Bauer, l'homme qui propage la peur dans les villes et en profite pour leur vendre, à travers sa société AB conseils, et à prix d'or, les remèdes à l'insécurité. Un peu comme si un responsable de l'industrie pharmaceutique établissait les prescriptions pour les malades...

Nous ne reviendrons pas ici sur la critique détaillée de ses théories de la sécurité. Laurent Mucchielli, l'un des meilleurs spécialistes de la question et qui est plusieurs fois cité de manière élogieuse par Valls, a un diagnostic ravageur (« La posture autoritaire et populiste de Manuel VallsLa posture autoritaire et populiste de Manuel Valls », Lemonde.fr, 5 juin 2011). Critiquant *Sécurité, la gauche peut tout changer*, qui vient alors de sortir, il fait deux remarques :

« La première est que M. Valls n'a pas un niveau de connaissance suffisant des problèmes. Nous l'avons vu, son diagnostic est globalement plutôt superficiel. Ses propos ressemblent étrangement aux discours de certains syndicats de police et parfois même d'un certain café du commerce. La violence explose, les délinquants rajeunissent sans cesse, il n'y a plus de valeurs et plus de limites, la justice ne fait pas son boulot, on les attrape le soir ils sont remis en liberté le lendemain... etc. En cela, M. Valls est proche d'un certain terrain politique : celui des plaintes de ses administrés, des courriers de protestation reçus en mairie, des propos entendus en serrant des mains sur le marché le samedi matin ou encore de ce que lui racontent les policiers municipaux de sa ville. Mais il est totalement éloigné de ce que peut-être le diagnostic global d'un problème de société et l'approche impartiale d'une réalité complexe. Telle est sans doute la condition ordinaire d'un responsable politique de haut niveau, dont on imagine l'agenda très rempli. Mais l'on attendrait alors de lui qu'il ait l'intelligence de comprendre les biais et les limites de sa position pour s'entourer de personnes capables de lui donner le diagnostic de base qui fait ici défaut. Encore faut-il toutefois le vouloir et ne pas se satisfaire de ce niveau superficiel d'analyse, au nom d'une posture volontairement très politique pour ne pas dire politicienne. C'est la deuxième hypothèse. »

Voici donc pour la compétence du nouveau ministre de l'intérieur. Par ailleurs, poursuit Mucchielli :

« C'est bien une posture politique qui irrigue fondamentalement la pensée de Manuel Valls, une posture politicienne même dans la mesure où elle vise manifestement à se distinguer en politique, en particulier vis-à-vis d'autres personnalités du parti socialiste. Cette posture, on la retrouve d'abord dans les pages consacrées à une sorte d'éloge de l'ordre comme "socle des libertés" (p. 58), comme on la retrouve à la fin du livre dans l'éloge de « l'autorité » qui serait aujourd'hui « bafouée » et « attaquée de toutes parts » (p. 156-157). De nouveau, c'est exactement aussi la posture qui traverse toutes les lois votées ces dernières années par ses adversaires politiques. »

Valls n'est pas seulement un défenseur de la sécurité, mais aussi un contempteur du communautarisme et un pseudo-partisan de la laïcitécontempteur du communautarisme et un pseudo-partisan de la laïcité

(c'est évidemment tout à fait par hasard que les cibles de ses attaques sont les populations des quartiers populaires).

On ne compte plus les exemples de ces attaques contre un soi-disant communautarisme, c'est-à-dire contre les musulmans, de sa volonté d'interdire à un Franprix de ne vendre que des produits halal — aurait-il interdit des magasins qui ne vendraient que des produits casher ? — à [l'affaire de la crèche Baby Loup](#) l'affaire de la crèche Baby Loup et au licenciement d'une employée qui portait le foulard. Après l'absurde décision de Nicolas Sarkozy [d'interdire à des théologiens musulmans d'intervenir au congrès de l'UOIF](#) d'interdire à des théologiens musulmans d'intervenir au congrès de l'UOIF, il a fait de la surenchère, non seulement en approuvant la décision mais [en écrivant](#) en écrivant :

« *Tariq Ramadan, leader européen de l'Internationale des Frères Musulmans, présenté par ailleurs comme un "intellectuel" muni d'un passeport suisse, doit s'exprimer le week-end prochain à Bagnolet. Il propagera les mêmes idées extrémistes que ceux qui ont déjà été interdits de territoire français.* »

Quelques jours plus tard, [le candidat Nicolas Sarkozy à son tour](#) le candidat Nicolas Sarkozy à son tour, mettait en doute les qualités d'intellectuel de Tariq Ramadan. Quant à ces déclarations sur les idées « extrémistes » défendues par Ramadan, il devrait plutôt lire ses textes et écouter ses interventions.

On ne peut s'étonner alors que Manuel Valls fasse l'éloge du dernier livre de Hugues Lagrange, qui met en avant l'origine culturelle des immigrés pour expliquer les difficultés de l'intégration — rappelons que le même argument culturel était avancé pour expliquer les difficultés des immigrés juifs d'Europe centrale, italiens ou portugais à s'intégrer dans les années 1930, 1940 ou 1950 (lire Gérard Mauger, « [Eternel retour des bandes de jeunes](#) Eternel retour des bandes de jeunes », *Le Monde diplomatique*, mai 2011). Aucune idée de droite n'est vraiment étrangère à M. Valls.

Une dernière question : Manuel Valls est aussi signataire d'un [appel indigne](#) appelant à poursuivre les militants qui prônent le boycott des produits israéliens. Parmi eux, Stéphane Hessel ou Alima Boumediene. Que fera le ministre de l'intérieur, alors que plusieurs de ces militants ont été relaxés par la justice, mais que certains restent poursuivis ?

Ajout 17 mai. Voici comment le pourfendeur du communautarisme parle : « *Par ma femme, je suis lié de manière éternelle à la communauté juive et à Israël* » ([vidéo](#)). Imaginons un responsable français ayant épousé une femme d'origine algérien ou marocaine et disant « *Par ma femme, je suis lié de manière éternelle à la communauté musulmane et à l'Algérie (ou au Maroc).* »

Source : Alain Gresh sur Blogs du Diplo